



La situation des paysans européens et leurs luttesⁱ

Introduction

En 2010, il reste dans les 27 Etats Membres de l'Union Européenne (UE) 11,7 millions d'exploitations agricoles. Les paysan(ne)s ne représentent plus que 5% de la population active et ils sont souvent âgés. La grande majorité d'entre eux vit une situation difficile, avec un revenu souvent inférieur au salaire minimum des autres catégories professionnelles. Entre 2003 et 2010, l'UE a perdu 3 millions (20%) d'exploitations, surtout des petites et moyennes exploitationsⁱⁱ.

L'Europe est riche d'une grande diversité d'agricultures, de cultures rurales, de produits agricoles et alimentaires régionaux ou locaux. Elle est très diverse aussi dans ses structures agricoles, ses modes de transmission des exploitations d'une génération à l'autre, et dans l'histoire de ses luttes paysannes. L'élargissement de l'Union Européenne en 2004 à dix pays d'Europe centrale et orientale restés pendant 45 ans dans la zone soviétique a renforcé sa diversité et sa complexité.

Comme sur les autres continents, les paysannes et les paysans européens subissent depuis au moins 25 ans les conséquences de la vague néolibérale qui a mondialisé l'agriculture. Avec des prix agricoles le plus souvent inférieurs à leurs coûts de production, la valeur de leur travail, la valeur des produits agricoles n'est pas reconnue, ce qui démotive les jeunes à devenir paysans. Les subventions agricoles européennes censées compenser ces prix trop bas bénéficient surtout à une minorité de grandes exploitations et d'industries agroalimentaires et perpétuent le dumping vis-à-vis des pays tiers.

« On ne veut pas toucher au cancer du «libre»-échange, et c'est mortel ».

Christian Boisgontier, ex porte-parole de la Confédération Paysanne (France)

Aujourd'hui la Terre chauffe, la faim augmente, la biodiversité disparaît, l'énergie fossile s'épuise, le chômage explose en Europe, et l'écart entre riches et pauvres n'a

jamais été aussi grand. Le coût de cette démesure devenant exorbitant, des espaces politiques s'ouvrent pour celles et ceux qui résistent et proposent des politiques alternatives.

Quels sont les enjeux les plus importants aujourd'hui pour les paysannes et paysans européens ?

- Les paysans européens vont-ils devenir de simples sous-traitants sans droits de l'industrie agroalimentaire, rester confinés dans quelques niches commerciales, ou bien devenir les moteurs d'une économie relocalisée ?
- L'Union Européenne, redevenue importatrice nette de produits alimentaires, va-t-elle continuer à délocaliser une partie croissante de sa production agricole dans des pays « lowcost » ?
- Les paysans européens, ratatinés à l'Ouest par le capitalisme néolibéral, détruits à l'Est par le régime soviétique, tous deux productivistes, vont-ils, dans une Europe réunifiée, (re)trouver et développer leur rôle nourricier et multifonctionnel ?
- L'Union Européenne va décider en 2013 une réforme de sa politique agricole pour l'après 2014. Saura-t-elle tirer les leçons des dernières décennies ? Quelles alternatives existent à la politique agricole et commerciale actuelle pour redonner un avenir aux paysans d'Europe et d'ailleurs ?

Les paysans européens aux prises avec l'industrialisation et la mondialisation de la production/consommation

1) Les paysan(ne)s disparaissent

Après la 2^e guerre mondiale, où l'Europe a connu la faim, et avec la création de la Communauté Economique Européenne, une politique agricole européenne a été mise en place, qui visait surtout à assurer la sécurité alimentaire de l'Europe et à moderniser/ intensifier/ restructurer l'agriculture pour amener de la main d'œuvre dans les secteurs en expansion de l'industrie et des services.

L'augmentation de la productivité par agriculteur, par ha, par animal a été l'une des plus fortes de tous les secteurs économiques. On a demandé aux agriculteurs de produire toujours plus tout en étant de moins en moins nombreux. Des aides ont été versées aux agriculteurs qui cessaient leur exploitation pour agrandir les autres. Et beaucoup d'exploitations n'ont pu survivre à des prix agricoles certes garantis, mais fixés en fonction d'une productivité élevée qu'elles n'ont pu atteindre. Après 1992, les fortes baisses de prix et la très grande inégalité de versement des paiements directs ont continué à concentrer la production dans un nombre de plus en plus faible d'exploitations. Le grand nombre de paysan(ne)s âgés quittant le métier n'est pas du tout compensé par des jeunes qui s'installent, faute de reconnaissance économique et sociale. En un demi-siècle 4 paysans sur 5 ont disparu.

2) Les entreprises agroalimentaires détruisent jour après jour l'agriculture paysanne

Le productivisme a développé des exploitations agricoles de plus en plus dépendantes des firmes ou coopératives d'amont, d'aval et des banques. En élevage, les économistes démontrent qu'il n'y a pas d'économie d'échelle au delà d'une certaine taille : ainsi au Danemark, pays d'exploitations intensives et de grandes tailles, les prix de revient du litre de lait ou du porc sont les plus élevés d'Europe. La Bretagne (France), bien qu'elle concentre la moitié des productions animales françaises sur 6,5% du territoire national, se situe à l'avant dernière place des régions en termes de valeur ajoutée !

L'industrie agroalimentaire financeⁱⁱⁱ les grandes exploitations, accentuant la régression de l'agriculture paysanne.

3) Des exploitations industrialisées non reproductibles

Dans les pays comme la France où l'on doit racheter l'exploitation agricole à chaque génération, les exploitations qui ont été obligées d'investir massivement dans des bâtiments et du matériel, représentent souvent un capital trop élevé pour être repris par un jeune. Ces exploitations, souvent très endettées, sont à la merci des crises sectorielles récurrentes, à la merci des banques qui peuvent stopper leur crédit. La crise du lait de 2009 a ainsi conduit beaucoup d'exploitations laitières à la faillite, et trop d'éleveurs au suicide.

15% de la production laitière britannique a ainsi été abandonnée et la firme d'élevage industriel Parkham Farms a tenté d'installer à la place une « usine à lait » de 8100 vaches laitières dans le Lincolnshire, projet qui vient d'être empêché par les citoyens et les autorités.

A qui bénéficient les subventions agricoles européennes ?

Avant l'accord OMC de 1992/94 les subventions agricoles européennes ont surtout servi à racheter les excédents de production que le productivisme décrit plus haut a vite générés, à les stocker, et à les exporter sur le marché mondial. En ce temps-là les prix agricoles européens étaient plus élevés que le prix du marché mondial et l'UE devait donc payer des aides aux exportateurs pour écouler ses excédents. Les subventions bénéficiaient surtout aux entreprises de stockage et d'exportation, ainsi qu'aux gros producteurs qui pouvaient surproduire, sans limite, à des prix garantis. Avec l'accord OMC, l'UE a abaissé ses prix agricoles garantis au niveau du marché mondial, plus ou moins vite selon les productions. Mais comme les coûts de production européens sont plus élevés que les prix agricoles mondiaux, l'UE a versé des aides directes aux producteurs, pour compenser plus ou moins la baisse des prix agricoles. Ces aides, sans plafond par exploitation, ont fait grimper le budget européen et ont très vite représenté une partie importante du revenu des agriculteurs. De fait, comme l'UE a maintenu l'exportation comme une de ses priorités, l'UE continue

d'exporter des produits agricoles à des prix inférieurs à ses coûts de production. Le dumping continue donc, autrefois avec les aides à l'exportation, maintenant avec les aides directes.

Ces aides bénéficient-elles aux agriculteurs ? Elles compensent partiellement un prix mondial souvent artificiellement bas (à cause du dumping). Elles servent surtout à l'agro-industrie à acheter aux producteurs des produits agricoles à des prix inférieurs aux coûts de production européens, ce qui revient, sans le dire, à protéger le marché européen des importations et à **financer l'agro-industrie et la grande distribution**, qui ne répercutent pas la baisse du prix aux consommateurs.

L'accord OMC de Marrakech est donc un trucage grossier de l'UE et des USA: il leur permet de continuer sous une autre forme le dumping vis-à-vis des pays tiers : l'UE a ruiné la légitimité de la PAC sur le plan international.

La négociation de Doha est morte, tant mieux. Mais sans remise en cause de l'accord de Marrakech, il n'y aura pas de sortie de crise par le haut pour les paysans européens et ceux des pays tiers.

4) La délocalisation de la production agricole européenne

L'un des objectifs de la mondialisation agricole c'est de permettre aux firmes agro-alimentaires de s'approvisionner ou de produire n'importe où dans le monde, là où les coûts sont le plus bas, puis de transporter les produits vers les pays où le pouvoir d'achat leur permet de les vendre cher.

C'est ainsi que la production de fleurs a largement quitté l'Europe pour la Colombie, l'Equateur, le Kenya ou l'Inde. Tandis que des milliers d'hectares de vigne sont arrachés sur le territoire européen, de gros investisseurs européens plantent des vignobles en Afrique du Sud, en Chine ou au Chili. Les fruits et légumes bio, qui requièrent plus de main d'œuvre, se délocalisent aussi vers la Turquie, l'Afrique du Nord, et d'autres pays. La volaille industrielle, grande consommatrice de soja, après avoir dévasté certaines régions européennes sur le plan environnemental et social, s'en va au Brésil. L'agneau est devenu plus néo-zélandais qu'européen, tandis que le bœuf pourrait devenir de plus en plus sud-américain si l'accord de "libre" - échange avec le Mercosur était signé.

Par ailleurs, l'Union Européenne importe 80% de ses besoins en protéines végétales pour nourrir ses poules, porcs et bovins. Elle « cultive » ainsi 16 millions d'ha de soja en Amérique du Sud, dont la plus grande partie est OGM et cultivée dans de grandes plantations de monoculture, aux effets sociaux et environnementaux destructeurs. L'élevage intensif européen est ainsi très dépendant et très fragile, alors que l'Europe pourrait cultiver ses propres protéines végétales, notamment grâce à des

légumineuses, qui feraient par ailleurs économiser beaucoup d'engrais azotés^{iv}.
L'agriculture européenne marche sur la tête !

En Roumanie, tandis que dans le village de Mosna, 90% des vaches laitières ont disparu depuis l'entrée dans l'UE en 2005, fleurissent à côté des exploitations bio de 30.000 ha pour le marché d'Europe de l'Ouest^v.

5) Que deviennent les paysans européens dans un tel contexte ?

De tout ce qui précède, il résulte en Europe une grande variété de situations et de statuts des agriculteurs : on trouve ainsi, entre autres :

- des éleveurs de volaille ou de porc, ou des producteurs de légumes complètement intégrés à l'industrie agroalimentaire, produisant sous contrat, comme des ouvriers à façon, souvent avec moins de droits que des salariés d'une entreprise,
- des éleveurs bovins ou ovins pour qui les aides publiques représentent plus de 100% du revenu,
- des éleveurs industrialisés, très liés au complexe agro-industriel, très fragiles par rapport aux banques, avec des exploitations difficiles à transmettre, et dont les contribuables paient les externalités négatives sur le plan social et environnemental,
- de grandes exploitations de cultures (céréales, oléagineux, sucre,...) accaparant les aides directes, s'agrandissant au détriment des plus petites exploitations et créant autour d'eux un désert rural,
- de moyennes exploitations, encore nombreuses, souvent condamnées à s'agrandir sur le dos des voisins ou à disparaître, surtout quand personne ne veut reprendre l'exploitation,
- de nombreuses exploitations pluriactives par nécessité de survie parce qu'elles sont trop petites ou parce que les prix sont trop bas, ou par choix de vie : alors on fait un autre métier en parallèle, ou on transforme les produits, on vend directement aux consommateurs, on aménage un gîte rural, etc.
- des exploitations spécialisées dans des produits de qualité régionaux bénéficiant d'appellations protégées, qui peuvent mieux rémunérer les produits.

Nous sommes dans une Europe à plusieurs vitesses :

- Des zones maritimes, près des ports d'importation du soja, concentrent la production animale, tandis que d'autres régions se désertifient;
- Des zones sont polluées par une agriculture ou un élevage trop intensifs, tandis que d'autres zones sont transformées en parc naturel;
- En Europe centrale et orientale des petites fermes de subsistance côtoient des ex-kolkhozes de milliers d'ha et de dizaines de salariés.

Le nouveau Commissaire européen à l'agriculture Dacian Ciolos dit que toutes ces agricultures ont leur place, mais l'expérience montre que certaines formes

d'agriculture détruisent les autres. C'est au moteur du productivisme et du « libre »-échangisme qu'il faut s'attaquer si l'on veut garder des paysans en Europe.

Des paysan(ne)s européens en lutte

Luttes pour la terre

Si, dans de nombreux pays africains et communautés indigènes dans le monde, la terre est un bien collectif, en Europe, hormis des pâturages communaux en voie de disparition, ce n'est plus le cas. La propriété privée individuelle s'y est développée dans les deux derniers siècles.

Selon les modes d'héritage et de transmission de la terre d'une génération à l'autre, selon les lois nationales de location des terres agricoles, selon les cultures, la situation est différente d'un pays européen à l'autre. Dans certains pays, le mode d'héritage et l'attachement à la terre a morcelé le paysage en toutes petites parcelles. Dans d'autres, c'est le maintien des exploitations qui est privilégié par les règles d'héritage, de manière juste ou injuste (droit d'aînesse) entre frères et sœurs, selon les pays.

En France, un héritage égalitaire a fait exploser le nombre de propriétaires fonciers, créant un marché de vente et de location de terres précarisant ceux qui la travaillaient, le droit de propriété étant absolu et sans recours pour eux. La loi sur le fermage (location) après la 2^e guerre mondiale a donné de nouveaux droits aux fermiers vis-à-vis du propriétaire : ils ne sont plus obligés d'acheter des terres et de s'endetter pour sécuriser leur activité.

De nombreuses luttes locales contre l'accumulation de terres par les grandes exploitations ont émaillé ces dernières décennies (occupation de terres, installation symbolique d'un jeune agriculteur, mise en culture d'une parcelle occupée...). Elles ont parfois échoué mais parfois réussi, permettant à un jeune de s'installer ou à une petite exploitation de s'agrandir.

La lutte des paysans du Larzac en France a apporté une réponse novatrice à la question du droit à travailler la terre^{vi}. De 1971 à 1981, 103 paysans ont lutté par la non-violence contre l'armée française qui voulait agrandir un camp militaire. Ils ont gagné, après une formidable mobilisation dans tout le pays. 6300 ha déjà expropriés par l'Etat se sont retrouvés libres. La Société Civile des Terres du Larzac^{vii} a été créée, qui a conclu avec l'Etat propriétaire un bail emphytéotique de 60 ans renouvelable, qui propose aux agriculteurs un « bail de carrière », non cessible aux descendants, au prix habituel d'un fermage. C'est la SCTL qui décide collectivement de l'attribution d'une terre ou d'un bâtiment qui s'est libéré.

Autre initiative récente en France, l'association « Terres de liens »^{viii} a mis en œuvre une nouvelle forme d'accès à la terre par acquisition collective de petites surfaces mises à

la disposition de producteurs bio. Là aussi, l'usage prime sur la propriété. Ces projets se développent surtout en zone périurbaine pour approvisionner directement les consommateurs.

En Europe il y a de très grands écarts dans les prix des terres agricoles. Aux Pays-Bas et en Belgique, la densité de population et la pression urbaine renchérissent la terre agricole, souvent plus de 10 fois plus chère qu'en France. En Galice (Espagne), bien que les terres soient généralement pauvres, le prix y est élevé car chaque famille est attachée à sa terre et il y a peu de terres à vendre. Ces grands écarts de prix, notamment entre certains pays d'Europe occidentale et l'Europe orientale, fait que des agriculteurs peuvent vendre de petites surfaces à l'ouest pour acheter de grandes exploitations à l'est, qui a été beaucoup « colonisé » ces dernières années.

Au Danemark, à cause de l'énorme production animale industrielle, les terres sont surtout recherchées pour y épandre le lisier, ce qui pousse à la concentration des terres au profit des plus grandes exploitations. L'association Frie Bønder-Levende Land^{ix}, membre de ECVV (Coordination européenne Via Campesina), agit contre ce processus de concentration.

Dans certaines zones agricoles pauvres loin de grands centres urbains, des villages entiers ont été abandonnés et les terres retournent en friche puis en forêt. Provisoirement ? Si l'Europe relocalise son économie agricole et arrête de produire moins cher ailleurs ce qu'elle peut produire chez elle, ces zones pourraient bien retrouver une nouvelle vie.

Des jeunes ruraux et urbains en lutte pour l'installation et pour une alimentation locale

Etant donné le vieillissement de la population agricole en Europe, la difficulté pour les jeunes d'avoir accès aux moyens de production, et le manque de reconnaissance sociale et économique des métiers liés à la terre, peu de jeunes en effet souhaitent ou peuvent s'installer. Mais depuis peu, l'Europe occidentale a vu l'apparition de mouvements de jeunes qui veulent maintenir des fermes paysannes et installer de jeunes paysans en nombre. Cette dynamique est soutenue au niveau européen et international par Via Campesina.

Certains groupes sont insérés dans des organisations paysannes ou des organisations de jeunesse rurale comme le Mijarc^x. Ils veulent reprendre la ferme de leurs parents, ou sont ruraux et cherchent à s'installer comme paysans ou comme artisans alimentaires.

D'autres sont plutôt urbains : ils témoignent du regain d'intérêt de jeunes urbains pour le monde agricole et plus encore pour une production alimentaire en lien direct avec une philosophie de vie différente. Il s'agit également d'un nouvel intérêt pour des productions agricoles et des actions durables en ville, par exemple le développement

de jardins collectifs. Ces mouvements prennent de l'ampleur et rassemblent aujourd'hui plusieurs centaines de jeunes issus de tous milieux et horizons européens. L'un d'eux, « Reclaim the fields », a organisé plusieurs actions symboliques en 2009, dont un campement de 300 jeunes européens en France.

Ensemble ces mouvements luttent et étudient de nouveaux modèles d'installation paysanne : seuls ou en collectif, en propriété ou non, avec quel type de commercialisation... Ces jeunes se battent pour une refonte totale du système : ils sont conscients en effet que, pour parvenir à l'installation de beaucoup de jeunes paysans sur des fermes à taille humaine, avec un mode de production respectueux de l'environnement, il faudra encore de nombreux changements de fond, dans bien des domaines : non seulement régler les problèmes liés à l'accès aux moyens de production, mais aussi changer la relation entre le producteur et le consommateur, afin de permettre une plus grande intrication du tissu rural et urbain : autrement dit, c'est tout le système de relations commerciales et d'échanges qui est ici remis en question.

Lutte contre les OGM

L'industrialisation de l'agriculture, c'est aussi une fuite en avant technologique : semences hybrides, engrais de synthèse, pesticides, puis technologies génétiques (transgénèse). Les peuples deviennent dépendants et perdent leur autonomie alimentaire au fur et à mesure que le pouvoir de l'agro-industrie augmente.

Aujourd'hui le combat pour maintenir l'agriculture paysanne passe par un refus absolu de l'utilisation de plantes et animaux génétiquement modifiés. La contamination est inéluctable et irréversible : il n'y a pas de coexistence possible entre l'agriculture OGM et l'agriculture libre d'OGM. Les brevets liés à ces semences OGM détruisent ce qui reste d'autonomie paysanne.

Heureusement un peu partout en Europe des organisations paysannes et des citoyens résistent et s'unissent contre les OGM. Malgré un lobbying forcené de l'agro-industrie, 80% des Européens refusent les OGM. Campagnes d'opinion, actes de neutralisation ayant conduit à de nombreux procès, grèves de la faim ont permis depuis 15 ans de gagner du temps et d'empêcher la culture de plantes OGM en Europe. Jusqu'en 2010 seul un maïs OGM a été autorisé, mais très peu cultivé (à l'exception de quelques pays comme l'Espagne).

Un grand nombre de régions européennes refusent les OGM sur leur territoire. Toutefois, la bataille n'est pas gagnée : chaque jour beaucoup de soja OGM entre en Europe pour nourrir les animaux d'élevage. S'il ne se trouve pas dans les champs, il se trouve quand même dans nos assiettes...

Si nous voulons gagner une Europe libre d'OGM, il faut obtenir :

- l'interdiction complète de la culture et de l'importation d'aliments OGM en Europe;
- l'interdiction de tout droit de propriété industrielle sur le vivant, qu'il s'agisse de semences, d'animaux ou de gènes, de brevets ou du Certificat d'Obtention Végétale de 1991 qui transforme les semences de ferme en contrefaçons des semences de l'industrie;
- l'autonomie européenne en production de protéines végétales (pour remplacer l'importation de soja).

Luttes pour les semences paysannes

Ce sont des paysans qui ont sélectionné toutes les plantes que nous mangeons. L'industrie semencière n'a fait que puiser dans cette immense diversité pour développer des lignées adaptées à la pétrochimie et remplacer ainsi l'emploi de 9 paysans sur 10 par un gaspillage polluant d'énergie fossile. En réservant le marché des semences aux seules variétés homogénéisées et stabilisées par l'industrie, le catalogue a interdit la concurrence des semences paysannes qui ont été enfermées dans les collections de « ressources phylogénétiques » où elles dépérissent lentement, avant de disparaître des champs.

L'industrie veut interdire aux paysans de ressemer une partie de leur récolte. De nombreuses luttes sont menées depuis les années 80 pour conserver ce droit, et celui de faire trier sa récolte pour pouvoir l'utiliser comme semence. Pour récupérer ses royalties, chaque obtenteur doit prouver que c'est sa variété et non une autre qui est ressemée par un paysan. En Allemagne, l'organisation AbL a gagné devant les tribunaux le droit des paysans de ne pas répondre à un questionnaire de l'industrie demandant le nom des variétés semées. En France, un accord interprofessionnel permet le prélèvement des royalties lors des livraisons des récoltes de blé tendre, mais la mobilisation paysanne décourage les parlementaires tentés d'étendre ces royalties aux autres espèces.

Aujourd'hui, de plus en plus de paysans se tournent vers les « variétés anciennes » encore cultivées ou enfermées dans les collections : en quelques années de sélections paysannes, ces variétés donnent vite des récoltes intéressantes avec peu d'intrants, y compris dans les terres moins fertiles et les années de stress climatique où les variétés de l'industrie dépérissent. Ce travail ne peut être que collectif : des réseaux et des maisons locales de la semence paysanne se construisent partout, se coordonnent dans chaque pays et au niveau européen, souvent en collaborant avec des jardiniers et des associations citoyennes. Les nouvelles batailles contre les droits de propriété industrielle et le fichage génétique des semences, pour une Europe sans OGM et pour les droits des paysans de ressemer, d'échanger, de vendre et de protéger leurs semences contre la bio-piraterie et les contaminations génétiques seront déterminantes pour le droit à la souveraineté alimentaire.

Luttes contre les politiques agricoles néolibérales et les règles actuelles du commerce international

Changer la politique agricole commune (PAC) de l'UE n'affecte pas que les européens mais aussi, comme on l'a vu, de nombreux pays tiers. Depuis 1986, la Coordination Paysanne Européenne, co-fondatrice de Via Campesina, puis la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC) qui l'a remplacée en 2008, ont agi auprès des institutions de l'UE et de l'opinion publique. Le 26 novembre 2007 une manifestation a eu lieu à Bruxelles devant le Conseil des Ministres de l'UE pour demander une réforme profonde de la PAC. Depuis mars 2009, avec de nombreuses autres associations nationales et européennes de la société civile, elle a lancé un " mouvement européen pour la souveraineté alimentaire et une autre PAC" pour promouvoir une PAC 2013 dans le cadre de la souveraineté alimentaire et renforcer la dynamique autour de la souveraineté alimentaire en Europe. Un Forum Nyeleni Europe a eu lieu dans ce sens en Autriche en août 2011.

Sans changer les règles actuelles du commerce international, il sera difficile de faire évoluer la PAC dans la bonne direction. C'est pourquoi les Européens ont besoin des luttes au niveau global que ce soit contre l'OMC, les accords dits de « libre »-échange, les transnationales alimentaires ou de chimie/semences/génétique ou pour une nouvelle gouvernance alimentaire mondiale. Les mobilisations contre un nouveau cycle de l'OMC, de Seattle à Cancun, Hong-Kong, Genève ont porté leurs fruits en retardant ce nouveau cycle, aujourd'hui enterré après le déferlement des crises globales qui ont mis à mal le libre-échangisme.

Une autre victoire est celle de tous ceux qui ont combattu les accords dits de « partenariat économique » (APE) : l'UE a voulu forcer les pays ACP^{xi} à signer des accords commerciaux très déséquilibrés : les organisations paysannes des ACP, leurs gouvernements, des organisations paysannes européennes comme ECVC et de nombreuses ONG de développement ont œuvré pour faire échec à ces APE, en panne. L'UE, pour remédier à l'échec de l'OMC, a signé ou négocie des accords dits de « libre » échange avec plusieurs dizaines de pays dans le monde et il est difficile pour la société civile de se mobiliser vis-à-vis de tant d'accords. Mais aujourd'hui le "libre"-échangisme est très malmené par les crises globales qu'il a provoquées. Si certains accords sont signés, d'autres sont en panne.

Perspectives et alternatives

1) Les crises globales ouvrent un espace aux alternatives

Le modèle néolibéral récolte aujourd'hui ce qu'il a semé : les crises globales majeures qui affectent la planète et ses populations ne peuvent être résolues sans changer d'orientation et de priorités. La priorité au transport, à l'import/ export, à la consommation de produits vite jetables, à la surexploitation des ressources naturelles

se heurte aux symptômes qui affectent tout le globe. Une fenêtre, un espace politique s'ouvre pour promouvoir des alternatives qui relèvent à la fois le défi social et le défi environnemental. Pour ce qui concerne les paysans européens, il s'agit de :

- faire de la souveraineté alimentaire le cadre des politiques agricoles,
- promouvoir une agriculture paysanne pourvoyeuse d'emploi, nourrissant bien la population et respectant l'environnement,
- agir pour une bonne gouvernance alimentaire mondiale,
- participer aux mobilisations internationales sur le climat, la biodiversité, contre les accords de « libre »-échange, l'OMC, etc.

2) Une alliance citoyenne pour la souveraineté alimentaire

En Europe, l'opinion publique européenne souhaite majoritairement maintenir une agriculture paysanne et multifonctionnelle. Pour faire changer les politiques agricole, alimentaire, commerciale, qui concernent tous les citoyens, les paysans, devenus très minoritaires dans la société, ont participé depuis 20 ans à la création au niveau local, national et européen d'alliances avec des associations travaillant sur les thèmes de l'environnement, de la consommation, du développement, du bien-être animal, de la démocratie, des droits humains, etc. Il reste à les renforcer et à les faire converger. Ainsi une « déclaration alimentaire européenne » a été signée en 2010 par plus de 335 organisations de 27 pays européens^{xii}.

Il reste encore beaucoup de lutte, de travail et de discussion stratégique autour des moyens à mettre en œuvre pour que la souveraineté alimentaire, tant au niveau européen et international, s'impose dans les politiques, voire dans le droit. Si elle a gagné beaucoup de terrain en 14 ans, ses opposants néolibéraux savent encore la dénigrer, la déformer, l'habiller de protection-"nisme". Mais elle est devenue, au Sud comme au Nord, un moteur efficace de regroupement et de mobilisation sociale.

Partout en Europe se multiplient des initiatives entre producteurs et consommateurs pour relocaliser la production alimentaire : des jardins urbains abandonnés, des terrains vagues sont occupés par des petits groupes de citoyens pour cultiver des légumes. Des associations se créent où des consommateurs paient à l'avance aux producteurs, qui ainsi produisent ce qu'ils demandent. Des groupes de consommateurs s'abonnent à des paniers hebdomadaires de fruits et légumes de producteurs locaux, la vente directe à la ferme et sur les marchés se développe. De nombreuses municipalités facilitent ces processus. Des écoles, des cantines d'entreprises cherchent à s'approvisionner en alimentation bio locale. Toutes ces initiatives représentent certes une très faible partie de ce qui est vendu dans les supermarchés, mais elles se développent et la demande des consommateurs est souvent plus forte que l'offre des producteurs locaux. La question environnementale, la qualité des produits et les problèmes de santé facilitent cette orientation des consommateurs vers une alimentation locale.

C'est autour de la souveraineté alimentaire que peuvent se rencontrer en Europe ceux/celles qui travaillent au changement de politique agricole/alimentaire et ceux/celles qui travaillent à la relocalisation alimentaire. C'est cette dynamique qui pourra peser sur les orientations de la future politique agricole. C'est dans cette perspective que le processus du forum Nyeleni Europe^{xiii} est organisé

3) Une autre Politique Agricole et Alimentaire Commune européenne est possible, portée par la Coordination Européenne Via Campesina et ses alliés^{xiv} : elle suppose une rupture par rapport aux règles actuelles du commerce international agricole et à l'utilisation actuelle du budget agricole UE. Elle remplace la priorité actuelle donnée à l'import/export par la priorité de nourrir la population européenne.

Elle s'articule autour de 3 objectifs:

- maintenir et développer une agriculture paysanne, durable et sociale, qui nourrisse la population, préserve l'environnement, la santé et entretienne des paysages ruraux vivants. Pour cela, les paysan(ne)s doivent d'abord vivre principalement de la vente de leurs produits et non de subventions, grâce à des prix agricoles stables et rémunérateurs. C'est une condition nécessaire à leur reconnaissance économique, donc à l'attractivité du métier pour les jeunes.
- réserver le soutien public aux modes de production et aux exploitations qui sont bénéfiques pour l'emploi et l'environnement.
- relocaliser le plus possible l'alimentation et enrayer la mainmise de la grande distribution et de l'industrie sur la chaîne alimentaire.

Le monde entier a besoin que la politique européenne change. Sur tous les continents il faut que les politiques agricoles se libèrent grâce à la souveraineté alimentaire et à de nouvelles règles du commerce international où la régulation remplace la spéculation.

On ne pourra répondre aux immenses défis alimentaires, sociaux, environnementaux que si nos schémas culturels de « modernité » changent. On ne devrait plus dire : "une société moderne est une société urbaine avec peu de paysans", mais plutôt : "une société moderne est une société avec plus de paysans et artisans alimentaires dans une économie relocalisée".

Cet article est une version réduite d'un article rédigé et coordonné en 2010 par *Gérard Choplin*, de l'équipe d'animation de la Coordination Européenne Via Campesina à Bruxelles, avec les contributions ou réflexions de^{xv} :

Josie Riffaud, membre du comité ECVC et du Comité International de Via Campesina, France - *Geneviève Savigny*, membre du comité ECVC, France - *René Louail*, ex membre du comité ECVC, parlementaire régional de Bretagne, France - *Christian Boisgontier*, ex membre du Bureau de la CPE, membre du Comité Economique et Social, France - *Paul Nicholson*, membre suppléant du Comité International de Via Campesina, Pais Vasco, Espagne- *Jeanne Verlinden*, membre du comité ECVC, Belgique- *Guy Kastler*, membre de la Confédération Paysanne et du groupe semences de ECVC, France - *Jacques Berthelot*, économiste agricole, membre de l'association Solidarités, France.

i Article écrit en 2010- voir à la fin- et réduit en 2013 pour la publication dans le livre de Via Campesina

ii Mais aussi des exploitations de toute taille trop endettées.

iii Abandon de créances, apport de capital aux regroupements d'exploitations, primes de quantité etc,.

iv Les légumineuses peuvent extraire directement l'azote de l'air tandis que la fabrication chimique des engrais azotés consomme environ un quart de l'énergie utilisée en agriculture en Europe .

v ÖBV, Bäuerliche Zukunft . N° 313- 3/2010

vi http://www.non-violence-mp.org/la%20nonviolence_fichiers/histlarzac.htm

vii http://www.agter.asso.fr/article232_fr.html

viii <http://www.terredeliens.org>

ix <http://www.levende-land.dk/>

x Mouvement international de la jeunesse agricole catholique

xi Afrique, Caraïbes, Pacifique

xii www.europeanfooddeclaration.org

xiii www.nyelenieurope.net

xiv Voir www.eurovia.org/spip.php?article274&lang=en,

<http://www.eurovia.org/spip.php?article362&lang=en>

xv cet article devait être publié dans un livre international au FSM de Dakar en 2011. Mais ce projet n'a pas abouti.